

RÉUNION ACE CEE DU 10 JANVIER 2020 AU RUGBY CLUB MASSY ESSONNE (RCME)

Jack Chopin présente ses vœux aux participants. Il remercie tous les intervenants de leur présence, ainsi que le RCME qui accueille depuis une douzaine d'années ce petit-déjeuner de début d'année, suivi de la traditionnelle omelette.

- Michel Antoine, Vice-Président du RCME, présente ses vœux au nom du RCME. Le club se porte très bien en ce début d'année, en Fédérale 1. Pour mémoire, le RCME comporte deux structures : la structure professionnelle (SASP) et l'association qui s'occupe des jeunes. La situation financière est saine, malgré la descente de Pro D2 à Fédérale 1 et la perte de droits télé qui en a découlé, ainsi que la baisse de participation en 2019 d'un partenaire important. Le travail mené par les équipes du RCME a cependant permis de présenter un budget équilibré, légèrement excédentaire, en juin 2019. Le budget 2020 sera également équilibré. Par ailleurs, les fonds propres continuent d'augmenter. En outre, le RCME s'est restructuré au plan sportif, avec un nouveau directeur de rugby et un duo d'entraîneurs.

Sur le plan des résultats, l'équipe Première est première de la poule 1, avec 11 victoires sur 12 matchs, et deuxième en Nationale, derrière Albi. L'objectif est d'être au moins deuxième en Nationale, ce qui permettra de jouer la montée en Pro D2. Les équipes Jeunes vont très bien : les Espoirs (moins de 22 ans) se maintiennent en poule Élite, mais ont un peu de mal ; les Crabos (moins de 18 ans) sont quatrièmes dans une poule très difficile et vont jouer la qualification ; les deux équipes Cadets (15-16 ans) sont premières et deuxièmes de leur poule, elles devraient terminer en tête et être qualifiées pour les phases finales. Les Féminines, alliées avec Chilly-Mazarin dans le groupe d'élite, font un beau parcours. Et surtout, le RCME est champion de France des Minimes (moins de 14 ans).

Les nouvelles installations du RCME sont remarquables. En 2019, un nouvel éclairage a été installé au stade Ladoumègue, ce qui permet les retransmissions TV de matchs en soirée et d'espérer obtenir le label pour la Pro D2, grâce à également d'autres travaux en cours.

Enfin, un nouveau mode de gouvernance du club a été mis en place dans le cadre du projet RCME 2023, avec une commission SASP et une commission Association, ainsi qu'une commission mixte. Les partenaires, les supporters, les salariés et les bénévoles sont remerciés pour leur soutien et leur participation à la vie du RCME, qui repose sur trois piliers : club formateur ; club de banlieue, c'est-à-dire ancré dans la vie de la cité ; club ambitieux, avec comme objectif la montée et le maintien en Pro D2.

- Vincent Delahaye, Sénateur de l'Essonne, rappelle l'existence de deux maisons du rugby à Massy, l'ancienne et la nouvelle, ce qui montre l'importance de ce sport dans cette ville. Il se félicite des bonnes performances du RCME malgré un budget serré, en particulier les résultats des jeunes.

La santé économique de Massy est plutôt bonne depuis quelques années, mais une telle santé s'entretient et il faut donc que l'environnement extérieur y soit favorable. Or, le climat n'est pas propice aux affaires en ce moment. Le souhait pour cette année 2020 est donc de retrouver un climat plus serein, avec plus de maturité dans le dialogue. L'ouvrage *L'archipel français*, de Jérôme Fourquet, de l'IFOP, qui analyse les évolutions de la société française depuis 40 ans, montre une société française multiple et divisée, avec de moins en moins de mélanges. On ne peut donc que souhaiter en 2020 que l'on vive les uns avec les autres et non côte à côte : il est de la responsabilité des élus, bien sûr, mais aussi de chaque citoyen, de reconstituer cette vie en communauté qui existait auparavant. Il ne s'agit pas d'idéaliser le passé et de craindre l'avenir, il appartient à chacun de faire en sorte que le futur soit meilleur. Un autre souhait pour cette nouvelle année est de parvenir à prendre du temps dans ce monde très rapide. Enfin, il faut apprendre à produire du bonheur collectivement : en effet, les Français sont paradoxalement plutôt heureux individuellement, mais moins heureux collectivement. Il faut donc faire en sorte que l'addition de ces bonheurs individuels génère un bonheur collectif pour le

pays, ce qui sera nécessairement favorable au développement économique et par conséquent au progrès social.

- Les brèves de Pôle Emploi :

David Cedille, Directeur territorial délégué Pôle emploi Essonne Ouest, prie d'excuser l'absence de Margot Cantero, Directrice territoriale Pôle emploi de l'Essonne, et présente ses vœux.

Conscient des difficultés que rencontrent les chefs d'entreprise du territoire dans leurs recrutements, Pôle Emploi a décidé d'augmenter ses effectifs dédiés aux entreprises. Ainsi quinze conseillers supplémentaires en Essonne vont travailler sur les offres pour lesquelles le recrutement est difficile, afin de mieux accompagner les entreprises et anticiper à terme leurs difficultés.

Par ailleurs, en 2019, chaque agence Pôle emploi a organisé au minimum une session de recrutement chaque semaine, soit quatre par mois. En 2020, il est prévu que huit sessions mensuelles au minimum soient organisées.

Enfin, l'afterwork organisé dans les différentes agences Pôle emploi en septembre 2019 et spécialement dédié aux entreprises a été un succès, avec 300 entreprises participantes. Il avait pour objectif de présenter toute l'offre de services de Pôle emploi, souvent méconnue, et de réfléchir collectivement sur les façons de recruter autrement. Compte tenu des retours positifs, un nouvel afterwork est prévu en septembre 2020, avec pour ambition d'augmenter le nombre d'entreprises participantes.

- ViTaCiTé présente les bilans des petits-déjeuners et des déjeuners conviviaux de l'ACE CEE qu'elle gère dans le cadre du partenariat avec l'ACE CEE. Les petits-déjeuners ont permis en 2019 à 43 jeunes de se présenter : sur ces 43 jeunes, 25 ont trouvé un emploi en CDI et 15 un contrat en alternance, les trois autres jeunes étant toujours en recherche d'emploi ou ayant déménagé. Par ailleurs, 18 déjeuners conviviaux ont été organisés en 2019, réunissant en moyenne 8 à 10 chefs d'entreprise, soit 180 participants ; ils ont généré environ 200 opportunités de partenariat.

Par ailleurs, ViTaCiTé fusionne avec la Mission locale des Ulis. La nouvelle structure a pour nom Vitalys, avec l'objectif de réunir le meilleur des deux missions locales. Elle poursuivra l'action concernant les petits-déjeuners et déjeuners de l'ACE CEE.

- Deux jeunes sont présentés par ViTaCiTé – La Mission Locale :

- Nicolas Nabais (Bac pro Vente) recherche une formation en tant que personnel navigant commercial ;

- Yasmine Mokhfi (Bac ES) recherche une entreprise pour une alternance dans le cadre d'un BTS Négociation et digitalisation de la relation client.

- Olivier Touitou présente le bar à loisirs qu'il va créer avec son frère à Évry. L'ACE CEE les a coachés sur ce projet, pour lequel ils sont lauréats du réseau Entreprendre. Ce bar à loisirs, qui comportera une partie Escape Game, bar à jeux et VR (réalité virtuelle), devrait ouvrir en avril 2020. Les chefs d'entreprises souhaitant y organiser par exemple des séminaires ou des teams buildings peuvent contacter Olivier par le biais de l'ACE CEE.

- Didier Desnus, Président par intérim de la CCI de l'Essonne, indique que la CCI participe activement à la revitalisation des cœurs de ville, en collaboration avec les services de l'État. Il s'agit d'une transformation importante, car les commerces de proximité contribuent au lien social et à la vie des bourgs. Il faut à ce sujet remercier le conseil départemental qui a donné son accord pour les 700 panneaux d'information dans le cadre de la campagne « J'aime mon commerce essonnien et je le soutiens ».

Pour ce qui concerne l'industrie, l'Essonne est très dynamique, avec 50 % d'entreprises en plus en quatre ans (en 2018, 14 000 créations pour seulement 900 radiations). Les procédures de liquidation connaissent une fluctuation qui s'explique difficilement, mais on peut noter une baisse très importante en 2018, qui est un signe de dynamisme. Sur ce sujet des liquidations, les chefs d'entreprise doivent savoir que la CCI de l'Essonne peut les aider en amont en cas de difficultés. Elle intervient en relai des services de l'État pour obtenir des étalements de dettes auprès de l'URSSAF et d'autres organismes.

Concernant le taux de chômage, celui-ci a fortement baissé en Essonne, avec 6,7 % en 2018 (7,7 % en 2015), ce qui met le département en deuxième position en Île-de-France. Au deuxième trimestre 2019, on comptait 455 000 emplois, soit + 2,3 %. Il s'agit donc d'un territoire dynamique, magnifique, mais avec des disparités entre le nord et le sud. En outre, les entreprises y rencontrent parfois des difficultés de recrutement, car les candidats ne sont pas toujours intéressés par la perspective de vivre en grande couronne. Il est donc important de développer l'offre en matière de loisirs, de sports et de culture pour attirer les talents.

Il faut savoir que la CCI de l'Essonne accompagne les projets dans l'industrie du futur. En effet, 140 territoires d'industrie ont été identifiés en France, dont trois concernent l'Essonne : Grand-Orly (départements 94 et 91), Versailles-Saclay (départements 78 et 91), qui concentre 15 % de la recherche nationale, et Evry-Corbeil-Villaroche (77 et 91) concernant l'industrie aéronautique. La CCI travaille en partenariat avec les services de l'État concernant les plans d'action sur ces territoires : ainsi cinq fiches actions ont été élaborées pour les deux premiers territoires et d'autres fiches actions sont en cours de mise en place sur Evry-Corbeil-Villaroche.

Par ailleurs, la CCI Paris-Île-de-France accompagne les entreprises dans la smart industrie sur trois grands axes. Des solutions sont offertes sur le référencement des prestataires ; sur l'usine numérique, sont mis à disposition des logiciels pour exploiter les nouveaux process. Il faut également parler du CampusFab implanté à Bondoufle : il s'agit d'une plateforme de formation dont les objectifs sont de répondre aux besoins de recrutement sur les métiers de l'industrie, de développer les compétences de salariés en poste, en intégrant un univers digitalisé, et de renforcer l'attractivité des métiers industriels. La CCI travaille également en partenariat avec le Medef sur la French Fab by Essonne.

Les grèves actuelles ont un impact important sur l'activité des entreprises : selon l'enquête menée par la CCI de l'Essonne, 79 % des entreprises déclarent être impactées par les mouvements sociaux du moment, qui entraînent une baisse de leur chiffre d'affaires pour 54 % d'entre elles, baisse pouvant atteindre jusqu'à 40 %. Il faut également mentionner la fatigue du personnel, qui a des conséquences sur la productivité. Certaines entreprises ont pu mettre en place le télétravail, mais ce n'est pas le cas pour toutes ni pour tous les postes. Au niveau national, le ministère des Finances a indiqué que les entreprises connaissant de grosses difficultés du fait des grèves pourront demander un échelonnement, voire une exonération, de leurs dettes fiscales ou sociales. La CCI les accompagnera dans ces démarches.

Pour finir, Didier Desnus présente aux participants tous ses vœux de réussite professionnelle et personnelle et de santé.

- Après avoir présenté ses vœux, Didier Moinereau, Président de la CPME Essonne, rappelle que le 22 janvier 2020 à 18 heures auront lieu les vœux de l'alliance à la CCI, avec l'ensemble des organisations syndicales patronales (Medef, CPME et U2P). En tant que Vice-Président de la CPME au niveau régional, il a rencontré Bruno Le Maire qui lui a confirmé que l'administration fiscale écouterait avec attention les difficultés rencontrées par les chefs d'entreprise du fait des grèves et qu'elle y apporterait des réponses. En outre, l'administration fera preuve de tolérance concernant la mise en place du CSE, car une part importante des entreprises de plus de 10 salariés ne sera pas prête au 1^{er} janvier 2020. La prime dite Macron, dont le versement doit désormais intervenir dans le cadre d'un accord d'intéressement, pourra être mise en place unilatéralement par les entreprises de moins de 11 salariés et l'accès au site Internet sera amélioré.

La CPME a fait part à Bruno Le Maire de son inquiétude concernant le fait que la dette française dépasse aujourd'hui 100 % du PIB et de son souhait que les finances publiques soient gérées en bon père de famille.

Les entreprises, qui financent toutes les caisses publiques, subissent de point fuet les effets des mouvements sociaux dans le cadre de la réforme des retraites, qui est pourtant très sociale d'où une certaine surprise face aux réactions des organisations syndicales salariales. La CPME s'inquiète par ailleurs de la mise en place de régimes spécifiques qui viennent remplacer les régimes spéciaux, de cette propension à défendre ses acquis sans se soucier de l'autre. Elle a attiré l'attention de Bruno Le Maire à ce sujet. Nous vivons dans un monde privilégié, où il doit être possible d'entreprendre et de réussir tout en regardant son prochain, en l'aidant et en vivant ensemble. Il est vrai que la France est

un archipel, mais il ne faudrait pas que le monde économique devienne une presqu'île avec un petit pont comme passerelle : l'économie, la culture et le sport doivent être liés, car ils participent au bien-vivre ensemble et c'est ce qui permettra à chaque entreprise de se développer, de recruter et de faire vivre le pays.

- Henri Demonceaux, Président du Medef Essonne, indique qu'au niveau national, le Medef s'occupe de santé au travail, dans le cadre de la réforme en cours d'élaboration, avec l'objectif d'échapper à une jacobinisation de ce thème. Il travaille bien évidemment également sur la réforme des retraites. Au niveau de l'Essonne, le Medef est solidaire des actions menées au niveau national, tout en se centrant sur le bonheur, la réussite, l'information et la formation de ses adhérents. Attaché au paritarisme, le Medef est porteur de représentativité par le biais des mandataires dans diverses instances (Prud'hommes, tribunal de commerce, CPAM, CAF, URSSAF, CCI...).

Le Medef Essonne est par ailleurs engagé dans deux actions en particulier. La première est la revitalisation de l'industrie, avec la French Fab by Essonne, qui participe à l'attractivité de l'industrie, avec davantage de visibilité pour attirer les jeunes et des formations scientifiques plus tournées vers ce secteur. Le second programme concerne l'intégration des personnes peu ou pas qualifiées. En effet, le taux de chômage a diminué mais il reste encore à faire concernant ces personnes. Le Medef Essonne travaille donc avec la Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE) en direction des personnes sorties du système scolaire et du système économique afin qu'elles puissent réintégrer les entreprises.

Henri Demonceaux formule deux vœux pour cette année 2020 : tout d'abord, le souhait que le terme « partenaire social » ne soit pas qu'un oxymore et l'engagement du Medef à tout faire pour que cela se réalise. Ensuite, le souhait que le RCME accède à la Pro D2 et l'engagement du Medef Essonne à supporter l'équipe du RCME.

- Laure Darcos, Sénatrice de l'Essonne, présente ses vœux. Elle souhaite que l'équipe de rugby massicoise continue de remporter les matchs qu'elle dispute et surtout que la France revienne à une vraie paix sociale.

La situation actuelle est très inquiétante et la semaine à venir est décisive. Il est indispensable que le Premier ministre ne cède pas sur l'âge pivot à 64 ans, faute de quoi il faudra faire face à de gros problèmes. Il n'est pas possible de continuer à faire des concessions, qui représenteraient déjà actuellement 20 milliards d'euros, avant de parler du déficit et du problème de financement des retraites. Par ailleurs, il n'est pas normal que ceux qui ont la sécurité de l'emploi empêchent les autres de travailler. Les salariés de la RATP qui ont conspué leur collègue qui voulait reprendre le travail n'ont pas été inquiétés alors que de tels agissements sont pénalement répréhensibles. Il serait logique de réquisitionner un service minimal – cela a encore été demandé au gouvernement cette semaine –, une loi ayant été votée sur le sujet en décembre. Une grande journée nationale d'action contre la réforme des retraites est prévue demain, alors que c'est la première journée des soldes : finalement ceux-là mêmes qui critiquent les entreprises du e-commerce vont nuire aux commerces de proximité.

Le Sénat a fait quelques propositions, qui n'ont pas toujours été entendues. Il avait pourtant, bien avant la crise des Gilets jaunes, attiré l'attention du gouvernement sur les problèmes qu'allait poser la hausse de la CSG pour les retraités, la hausse du gas-oil ou la baisse de la limitation de vitesse à 80 km/heure... Emmanuel Macron bénéficie d'un a priori favorable, car il est un ami des entreprises, comme l'a montré la loi Pacte, mais on ne peut que constater qu'il n'anticipe pas assez les crises sociales.

Laure Darcos conclut en indiquant qu'en tant que Vice-Présidente de la Délégation aux droits des femmes au Sénat, elle va travailler sur un texte relatif aux retraites des femmes. Elle est à la disposition des participantes et participants qui souhaiteraient lui faire part de leurs remarques à ce sujet.

- Après avoir présenté ses vœux, Abdel-Kader Guerza, Sous-Préfet de l'Essonne, indique que travailler dans un territoire comme l'Essonne est plaisant, car plusieurs indicateurs économiques y sont au vert. Le taux de chômage est proche du plein emploi et bien inférieur à la moyenne nationale qui s'élève à 8,9 %. C'est le fruit du travail mené entre pouvoirs publics, élus et chefs d'entreprise. Ce travail se poursuit, avec deux chantiers en particulier.

Le premier chantier porte sur le développement de l'apprentissage suite à la loi sur la liberté de choisir son avenir professionnel. Le préfet de région et le préfet de département travaillent auprès des entreprises pour les aider très concrètement. Ainsi, en collaboration avec Pôle emploi et les Missions locales, des rencontres sont organisées pour favoriser le rapprochement entre l'offre des entreprises et la demande des étudiants en matière d'apprentissage. Par ailleurs, certains jeunes sont intéressés par l'apprentissage mais ils ne maîtrisent pas toujours les codes de l'entreprise : des projets sont donc développés avec Pôle emploi pour apprendre ces codes aux jeunes, afin que les chefs d'entreprise aient à disposition du personnel immédiatement opérationnel. Enfin il s'agit de donner ses lettres de noblesse à l'apprentissage.

Le second chantier porte sur l'inclusion et l'insertion professionnelles. Ainsi, le préfet de l'Essonne, en présence de Muriel Pénicaud, Ministre du Travail, a signé en juillet 2019 la charte « L'Essonne, une chance. Les entreprises s'engagent ». Ce sont ainsi 38 entreprises citoyennes en Essonne qui ont accepté d'accueillir des personnes en situation de handicap et des stagiaires (de 3^e par exemple). Il s'agit d'une vraie participation citoyenne des entreprises qui contribue à la cohésion du territoire. Le 20 janvier, 50 autres entreprises vont s'engager à Villebon.

Concernant la réforme des retraites, la situation est complexe, mais la réforme est nécessaire, car cela sauvegarde la cohésion sociale. Les pouvoirs publics sont à la disposition des entreprises pour les aider et les accompagner dans les difficultés provoquées par les grèves.

- Bruno MALECAMP, chargé de la commission de reconversion professionnelle des joueurs au sein du RCME, indique que la reconversion professionnelle des sportifs est une vraie problématique. Les défis du RCME sont de former des jeunes de haut niveau, ce qui est fait, d'attirer des joueurs évoluant dans le milieu professionnel, ce qui peut encore être amélioré, et de les conserver le plus longtemps possible au sein du club, ce qui est largement perfectible. La solution ne se trouve en réalité pas tant au niveau du budget, car la carrière d'un joueur est à durée limitée : il importe donc de l'attirer et de le maintenir au sein du RCME grâce aux possibilités qui lui sont offertes de réussir professionnellement après sa carrière de rugbyman. Parallèlement, les entreprises locales rencontrent parfois des difficultés à recruter sur certains savoir-faire et s'orientent de plus en plus vers la recherche de profils de compétences avec de fortes valeurs. Or, les valeurs du rugby et de l'entreprise sont proches. C'est pourquoi différents acteurs, dont Pôle emploi de Palaiseau, un groupe d'entreprises, l'association OVAL'ECO et le RCME ont conçu un dispositif innovant, « Partenaire du RCME pour l'emploi », qui vise à faciliter l'élaboration de leur projet professionnel et l'accès à l'emploi des joueurs en formation ainsi que des joueurs en activité et le cas échéant de leurs conjoints. Le réseau DEF (Massy), l'entreprise SCOPPING (Massy), la société ACCORD INVEST (Evry-Courcouronnes) et l'entreprise TERIDEAL (Wissous) se sont déjà déclarés volontaires pour s'engager dans ce dispositif.

- José Ramos, co-président du RCME, et David Cedille, pour le compte de Margot Cantero, Directrice Territoriale de Pôle emploi Essonne, signent la convention de coopération qui favorise la reconversion professionnelle des joueurs ou ex-joueurs du RCME et le cas échéant de leurs conjoints.

- **Prochain petit-déjeuner de l'ACE CEE :**

- vendredi 7 février 2020, à l'Orée. Thèmes : La santé au travail.

